

# Lutte des classes et compromis de classe en période de stagnation et de crise <sup>1</sup>

**Erik Olin Wright**

*Professeur de sociologie à l'université du Wisconsin, à Madison ; son dernier ouvrage est Envisioning Real Utopias (London : Verso 2010)*

Au cours des décennies ayant suivi la Deuxième Guerre mondiale, la social-démocratie (dans son sens général) <sup>2</sup> a construit et consolidé trois grandes choses :

1. Un système d'assurance sociale multiforme soutenue par l'État pour parer aux risques de la vie, notamment en termes de santé, d'emploi et de revenus.

2. Un régime fiscal suffisant pour permettre à l'État de financer un grand nombre de biens publics, notamment un enseignement de base et supérieur, une formation professionnelle, des transports publics, des activités culturelles, des équipements de loisirs, de la recherche et du développement, une stabilité macro-économique, etc.

3. Un régime de réglementation de l'économie capitaliste, qui a limité un certain nombre d'externalités négatives des marchés capitalistes : pollution, dangers des produits et des lieux de travail, comportement de marché prédateur, etc. Ces accomplissements ont été, du moins en partie, le résultat de ce qu'on pourrait appeler un *compromis de classe positif* entre la classe capitaliste et les forces sociales populaires <sup>3</sup>. En gros, on a laissé les capitalistes affecter librement le capital selon les opportunités de profit du marché, tandis que l'État s'est chargé de remédier aux trois principales défaillances des marchés capitalistes, à savoir la vulnérabilité des individus face aux risques, le manque de services publics et les externalités négatives de l'activité économique, axée sur la maximisation des profits privés. Il serait exagéré de dire que ces réalisations n'ont suscité aucune contestation (même les démocraties

sociales les plus solides ont connu des conflits quant à l'étendue et la portée de chacun de ces éléments). Cependant, tout le monde s'est plutôt accordé à dire qu'il s'agissait d'activités légitimes de l'État et qu'elles étaient globalement compatibles avec une économie capitaliste robuste.

Ce consensus n'est plus, même dans le cœur social-démocrate d'Europe du Nord. On assiste partout à des appels au retrait des « droits » liés à l'assurance sociale, à une réduction des impôts et des services publics ainsi financés, et à la dérèglementation des marchés capitalistes. Cette attaque contre l'intervention de l'État s'est intensifiée face à la crise économique qui touche le capitalisme mondial depuis plusieurs années. Le rythme et l'intensité de la crise varie d'un lieu à un autre : aux États-Unis, c'est en 2008-2009 qu'elle a été la plus aiguë, alors qu'elle est plus présente en 2012 en Grèce et dans d'autres pays de la périphérie de l'Europe. Les caractéristiques de cette crise économique varient aussi beaucoup entre les pays capitalistes, même si le sentiment commun est que les prévisions économiques sont mauvaises, que la vie sous le capitalisme est devenue plus précaire pour la plupart des gens et va le rester encore un certain temps, et que l'État doit abandonner son rôle initialement étendu.

Pour l'instant, la gauche politique n'a nulle part réussi à mobiliser une réaction positive cohérente à la crise. Certes, il y a eu des manifestations, parfois de masse. Certaines ont eu un impact indéniable sur le débat public et d'autres ont peut-être même eu des répercussions importantes sur les élites, entravant leurs stratégies de lutte contre la crise selon leurs propres conditions. Toutefois, ces manifestations ont surtout été de nature défensive : il s'agissait d'une résistance aux coupes draconiennes dans le filet de sécurité sociale, les retraites, la santé, l'éducation et d'autres programmes publics, et non de mobilisations autour d'un projet positif destiné à surmonter la crise par une reconstruction ou une transformation des conditions économiques et politiques en faveur des idéaux sociaux et démocratiques.

Dans cet article, je vais tracer les contours de ce à quoi pourrait ressembler un projet positif de nouvelle politique progressiste. J'appuierai mon analyse sur un contraste entre les conditions rencontrées par la politique progressiste à ce que l'on appelle parfois « l'Âge d'or » du développement capitaliste dans les pays capitalistes les plus avancés (décennies ayant suivi la Deuxième Guerre mondiale où les acquis sociaux et démocratiques ont débuté) et les conditions de l'actuelle période de stagnation et de crise. L'argument central sera que la gauche a rencontré ses plus grands succès durables lorsqu'elle a pu forger ce que j'appellerai un *compromis de classe positif* au sein du capitalisme. La question est donc de savoir ce qu'il faudrait faire pour (ou s'il serait possible ou non de) réinstaurer ce compromis de classe à l'heure actuelle.

La première partie de cet article présente les outils théoriques nécessaires pour analyser le compromis de classe positif. La deuxième partie compare

les conditions du compromis de classe pendant la période relativement favorable du troisième quart du <sup>xx</sup>e siècle et les conditions beaucoup moins favorables du début du <sup>xxi</sup>e siècle. La troisième partie traite des types de transformation nécessaires pour reconstruire ces conditions favorables sur de nouveaux fondements. Enfin, la quatrième partie examine comment un compromis de classe positif au sein du capitalisme pourrait aussi aider à montrer la voie de l'après-capitalisme.

### Les outils théoriques d'un compromis de classe <sup>4</sup>

En général, à gauche, l'idée de « compromis de classe » a une connotation négative, en particulier chez les marxistes. Elle suggère de l'opportunisme et de la collaboration, plutôt que du militantisme et de la lutte. Cette objection est fondée sur l'idée que les efforts réalisés pour un compromis de classe empêchent des transformations plus radicales qui nous éloigneraient du capitalisme d'une manière plus favorable aux intérêts de la classe ouvrière et des autres forces sociales populaires. Ce sujet sera abordé dans la quatrième partie. Dans un premier temps, je vais me contenter de supposer que, dans un avenir prévisible, il est impossible de rompre avec le capitalisme et que l'amélioration des conditions de vie des gens ordinaires passe donc par l'instauration des meilleures conditions possibles face aux contraintes du capitalisme, ce qui dépend de la viabilité du compromis de classe.

Pour comprendre l'idée du compromis de classe, il faut d'abord faire la distinction entre ce que l'on peut appeler le « compromis de classe négatif » et le « compromis de classe positif ». On entend par compromis de classe *négatif* une situation dans laquelle il existe un certain équilibre des forces de classe opposées, chacune étant capable d'infliger des coups considérables à l'autre, mais aucune n'étant en mesure de vaincre l'opposant de manière décisive. Dans cette situation, les forces concurrentes peuvent accepter un compromis dans lequel chacune fait des concessions contre la promesse de ne pas imposer de dommages à l'autre force. Dans ce cas, le « compromis » signifie que l'issue des batailles de chaque partie se trouve quelque part entre une victoire totale et une défaite absolue.

Le compromis de classe *positif* est très différent. Dans un compromis positif, malgré leurs intérêts contraires, les forces opposées trouvent une façon de coopérer activement afin que les gains ne soient pas à somme nulle. Les formes actives de coopération mutuelle aident aussi bien les travailleurs que les capitalistes à mieux réaliser leurs intérêts que par l'obtention de concessions issues d'une confrontation.

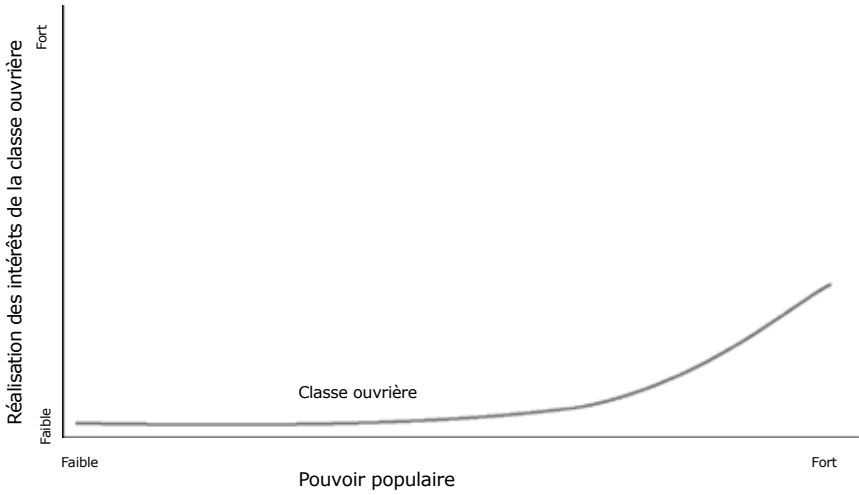
Il y a de quoi être très sceptique à l'égard de cette possibilité. En général, ceux qui décrivent le capitalisme comme un jeu à somme positive sont les détracteurs de ce système. Ils nient l'antagonisme fondamental des intérêts entre

les capitalistes et les travailleurs et considèrent les luttes de classe comme irrationnelles et contre-productives. Ce type de discours se retrouve dans la théorie économique du « ruissellement »<sup>5</sup> concernant l'investissement capitaliste et l'inégalité : « la marée montante soulève tous les bateaux » et cela nécessite des investissements stables de la part des capitalistes, ce qui dépend des profits, etc. Néanmoins, j'avancerai, d'une manière générale, que la gauche a mieux réussi à institutionnaliser solidement ses gains pour les gens ordinaires lorsque ces gains étaient consolidés par des compromis de classe positifs.

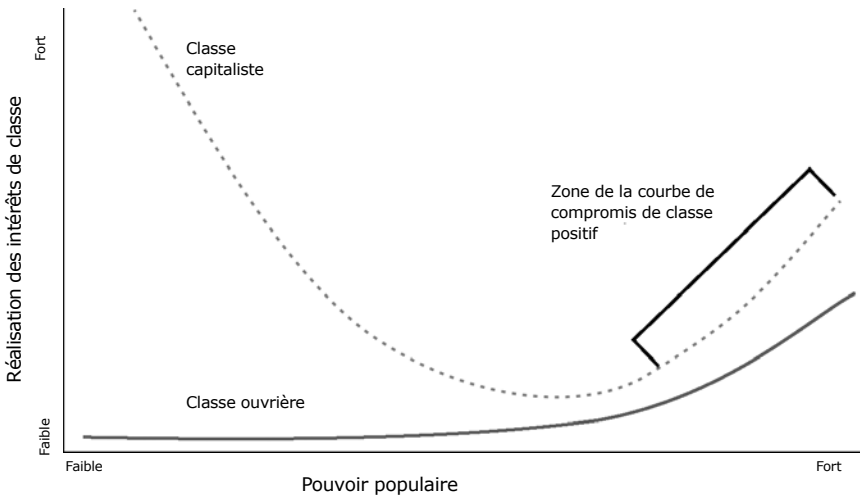
Pour comprendre le raisonnement sous-tendu par cet argument, nous devons nous pencher sur la relation entre les intérêts de classe et le pouvoir populaire<sup>6</sup>. Dans un souci de simplicité, je vais me focaliser sur les intérêts des travailleurs et des capitalistes et ne pas tenir compte de la complexité des différentes catégories réunies sous la rubrique « classe moyenne » et des diverses catégories sociales marginalisées par rapport à l'axe principal de la structure de la classe capitaliste<sup>7</sup>. La relation entre la réalisation des intérêts de la classe ouvrière et le pouvoir populaire est évidente, comme le montre la Figure 1 : au fur et à mesure que le pouvoir populaire se renforce, la réalisation des intérêts de la classe ouvrière augmente, d'abord lentement, puis plus rapidement. Ce qui est beaucoup moins évident, c'est la relation entre la réalisation des intérêts de la classe capitaliste et le pouvoir populaire. C'est ce qu'illustre la Figure 2 : le renforcement initial du pouvoir populaire compromet la réalisation des intérêts capitalistes. En effet, au départ, le renforcement du pouvoir populaire nuit aux capitalistes bien plus qu'il n'aide les travailleurs, ce qui montre que, dans les conflits sociaux, il est généralement plus facile de faire du mal à ses opposants que de procurer des avantages à ses partisans. Néanmoins, une fois que le pouvoir populaire a atteint un certain niveau de force, tout nouveau renforcement de ce pouvoir est associé à une réalisation accrue des intérêts du capital. Cette pente ascendante de la courbe est le point crucial du compromis de classe positif.

Comment le renforcement du pouvoir populaire peut-il être bénéfique aux capitalistes ? L'idée centrale est que certains types de problèmes rencontrés par les capitalistes et le capitalisme sont plus faciles à résoudre dans un contexte de pouvoir populaire relativement élevé plutôt que faible et désorganisé. L'un des exemples classiques est le rôle du syndicalisme (l'un des fondements du pouvoir populaire) dans la résolution de certains problèmes posés par la politique macro-économique keynésienne. Le plein-emploi, dans la mesure où il implique une forte exploitation des capacités et une demande globale plus élevée à l'égard des produits des entreprises capitalistes, sert potentiellement les intérêts des capitalistes. Mais il risque également d'entraîner un resserrement des profits à cause de la hausse rapide des salaires et de la montée en flèche de l'inflation. Keynes lui-même a reconnu qu'il s'agissait d'un sérieux

**Figure 1 : Intérêts de la classe ouvrière et pouvoir populaire**



**Figure 2 : Intérêts de la classe ouvrière, intérêts capitalistes et pouvoir populaire**



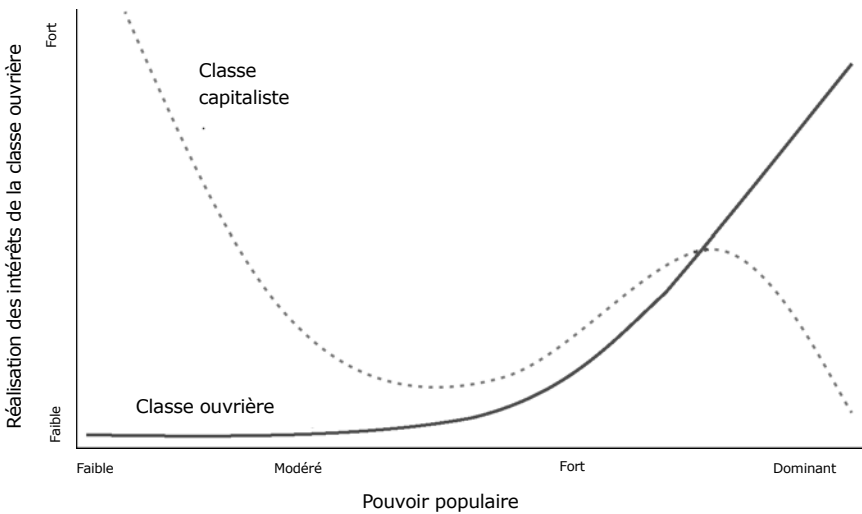
problème : « Je ne doute pas qu'un sérieux problème va se poser quant à la modération salariale lorsque la négociation collective et le plein-emploi seront combinés »<sup>8</sup>. L'apparition et la consolidation, dans un certain nombre de pays, de syndicats forts et centralisés capables d'imposer des modérations salariales aux travailleurs *et aux employeurs* étaient peut-être la solution la plus efficace à ce problème<sup>9</sup>. En ce sens, un mouvement syndical puissant ne doit pas seulement être à la base d'un compromis de classe *négatif*, en obtenant des avantages pour les travailleurs par des menaces envers le capital. Si un mouvement syndical est suffisamment discipliné, notamment s'il est lié à un État bienveillant, il pourra contribuer positivement à la réalisation des intérêts capitalistes en aidant à résoudre ces problèmes macro-économiques.

Il existe beaucoup d'autres exemples concrets de l'aide apportée par un pouvoir populaire relativement fort dans la résolution des problèmes des capitalistes. En raison des pressions liées à la maximisation des profits, les capitalistes opèrent souvent avec le court terme pour horizon ce qui n'est pas optimal pour leurs intérêts à long terme. A court terme, les capitalistes sont moins enclins à soutenir les niveaux de taxation nécessaires pour le financement des biens publics, parmi lesquels figurent des éléments cruciaux pour la productivité à long terme : éducation, formation, infrastructures et recherche fondamentale. La présence d'un fort pouvoir populaire au sein de l'État peut augmenter la production de services publics cruciaux pour la formation et l'innovation ainsi que d'autres éléments de haute productivité. Un fort pouvoir populaire peut également aider à freiner la stricte recherche du profit par les capitalistes au sein de l'État, réduire la corruption, mais aussi améliorer les performances de l'État<sup>10</sup>.

Je suppose que la forme basique de cette courbe reliant le pouvoir populaire aux intérêts capitalistes est un J inversé plutôt qu'un U symétrique ou un J. S'il s'agissait d'une courbe en J, les capitalistes auraient fortement intérêt à renforcer au maximum le pouvoir populaire. Leur opposition à cela témoignerait d'une incohérence de leur part. Si la courbe était en U, les capitalistes seraient globalement indifférents à leur position sur la courbe, que ce soit à l'extrême gauche ou à l'extrême droite. Ils n'auraient certainement aucune raison de s'opposer fermement aux mouvements en faveur d'un fort pouvoir populaire, une fois que celui-ci aurait atteint un niveau modéré. Le fait que les capitalistes résistent historiquement à un haut niveau de pouvoir populaire prouve que la courbe sous-jacente est un J inversé. Cela montre qu'un fort pouvoir populaire inflige des coûts réels au capital (par exemple, une plus grande redistribution des revenus par rapport à ce que souhaiteraient les capitalistes ou la création de vastes biens publics susceptibles d'améliorer le bien-être social sans bénéficier directement à l'accumulation de capital) mais que la stabilité de l'économie et les aspects favorables du compromis de classe positif pour la productivité rendent ces négociations acceptables.

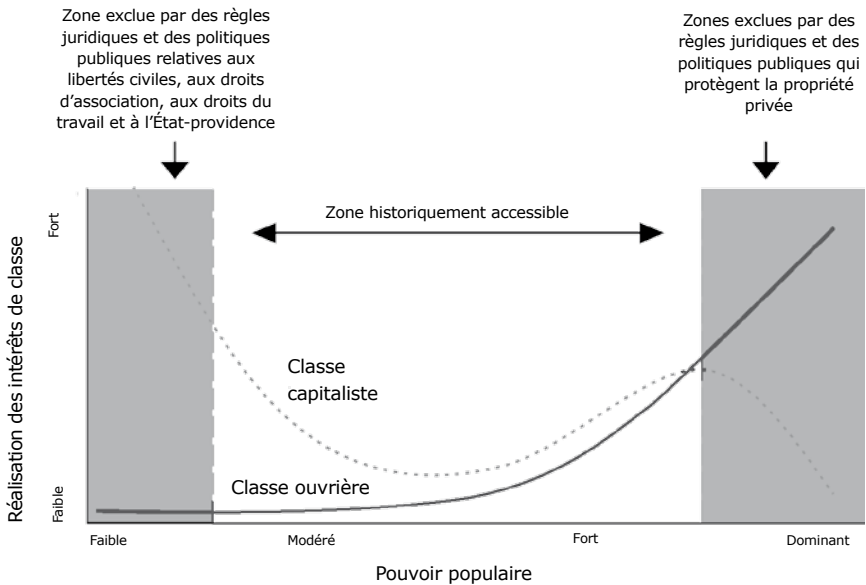
La forme en J inversé de la courbe de la Figure 2 part du principe que le pouvoir populaire n'est pas assez fort pour remettre en question les fondements du pouvoir capitaliste. Si cela devait se produire, le pouvoir populaire pourrait lui-même devenir la forme de pouvoir dominante. La classe ouvrière et les autres forces sociales populaires seraient alors en mesure de forger un compromis de classe positif avec le capital, mais aussi de subordonner le capital. De toute évidence, cette situation menacerait les intérêts capitalistes. C'est ce que montre la Figure 3.

**Figure 3 : Intérêts de classe et pouvoir populaire quand le pouvoir populaire devient dominant**



Dans les économies capitalistes réelles (ou, du moins, dans un capitalisme développé et stable), les extrêmes de la courbe sont exclues par de fortes institutions qui limitent la portée du pouvoir populaire. D'une part, les règles juridiques et les politiques publiques qui protègent la propriété privée excluent la partie droite de la courbe. Compte tenu de l'application effective des droits de propriété capitalistes par l'État, le pouvoir populaire ne peut pas se développer au point de pouvoir devenir dominant. D'autre part, les règles juridiques et les politiques relatives aux libertés civiles, aux droits d'association, aux droits du travail et à l'État-providence excluent l'extrémité gauche de la courbe. L'existence stable de ces conditions institutionnelles assurent, au minimum, une certaine capacité de mobilisation et de pouvoir populaires. La partie historiquement accessible de la courbe (voir Figure 4) couvre donc les zones de pouvoir populaire intermédiaires, de modéré à fort.

**Figure 4 : Zones exclues de la courbe de compromis de classe**



### Les conditions d'un compromis de classe à l'Âge d'or et au début du XXI<sup>e</sup> siècle

Les relations décrites à la Figure 4 permettent de comparer les conditions de compromis de classe selon les époques et les lieux. Un certain nombre d'éléments de cette figure peuvent varier : d'abord la forme de la courbe elle-même, avec des pentes plus ou moins favorables dans la zone du compromis de classe positif, puis les parties de la courbe qui sont exclues par les règles juridiques et les politiques publiques, ce qui crée une zone historiquement accessible plus ou moins favorable, et enfin la position d'un pays dans cette zone historiquement accessible, en fonction de l'équilibre des forces. Il faut, bien sûr, des recherches très poussées pour détailler tous ces types de variations. Il n'existe pas d'indicateur simple pour l'une des dimensions ni de réels moyens (à ma connaissance) de mesurer l'évolution d'aspects tels que la forme de la courbe ou les zones d'exclusion. Le but de la figure est donc de clarifier les arguments théoriques et d'offrir un moyen de formuler plus systématiquement les revendications de changement au fil du temps. On pourra voir ci-dessous un moyen de formuler le contraste des conditions centrales de compromis de classe dans la situation très favorable de l'Âge d'or du capitalisme après la



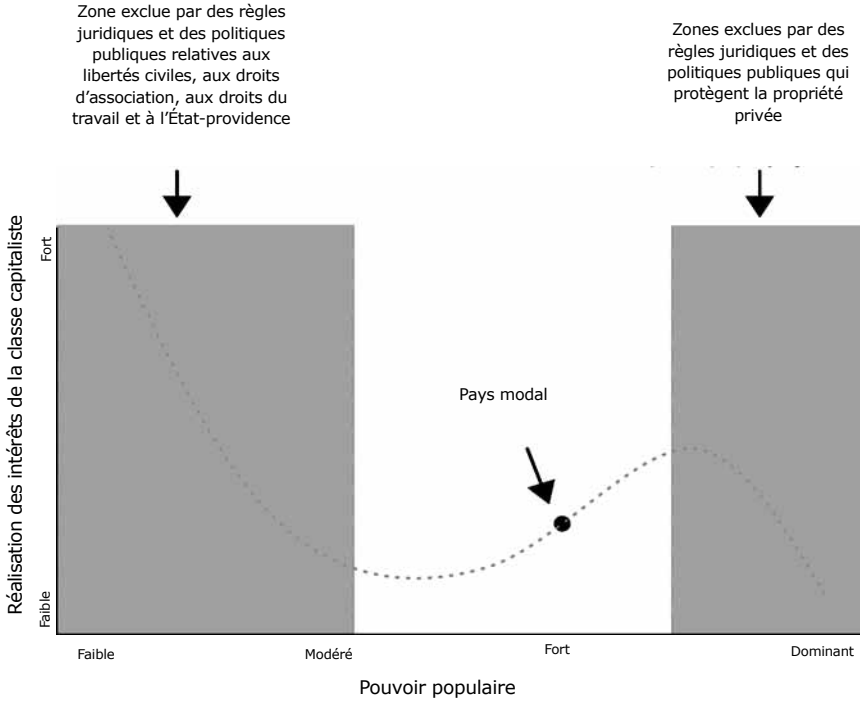
Deuxième Guerre mondiale et le contexte plus difficile de l'actuelle période de crise et de stagnation.

La Figure 5 présente la courbe de compromis de classe du pays modal dans le monde capitaliste développé, pendant l'Âge d'or. En raison de la forte institutionnalisation des droits du travail et de l'État-providence stable et relativement généreux promu par différentes formes de social-démocratie, la zone d'exclusion de gauche a été très vaste. Tant que ces règles du jeu s'appliquaient, il était relativement facile pour le mouvement ouvrier et les autres forces sociales populaires d'atteindre un niveau de pouvoir populaire au moins modéré. En ce qui concerne la forme de la courbe, les conditions relativement favorables à la croissance et à la rentabilité capitalistes ont fait grimper la pente ascendante de la courbe jusqu'à un niveau assez élevé. Du point de vue des intérêts capitalistes, la partie de la courbe représentant le compromis de classe semble donc plutôt attrayante et il vaut certainement mieux se trouver quelque part sur la pente ascendante plutôt que dans la vallée. Peut-être que les capitalistes préféreraient encore se trouver à l'extrême-gauche, en haut de la pente descendante, mais cette zone est – du moins à court terme – inaccessible en raison de la stabilité des règles institutionnelles. Alors, tout compte fait, un compromis de classe positif est un *modus vivendi* tolérable : les capitalistes font des profits adéquats, le pouvoir populaire exercé à travers l'État crée des biens publics qui renforcent le capitalisme et garantissent de l'emploi et une sécurité des revenus, et le pouvoir du mouvement syndical dans l'économie stabilise les relations du travail et soutient une forte croissance de la productivité.

Alors que la configuration de la Figure 5 aurait pu être acceptable pour le capital, elle n'était pas optimale – du moins c'est ce qu'on a estimé au fil du temps <sup>11</sup>. Dans les années 1960 et au début des années 1970, des contradictions ont commencé à s'intensifier dans le régime d'accumulation et ont progressivement rendu le compromis de classe positif moins sûr, notamment aux États-Unis : l'État-providence s'est développé au point de commencer à absorber une trop grande partie de l'excédent social (du point de vue capitaliste), les salaires n'ont pas baissé immédiatement et ont commencé à créer un resserrement des profits, et la concurrence mondiale s'est intensifiée avec le développement du Japon et de l'Europe, ce qui a sapé les avantages propres aux États-Unis et le système financier mondial implanté par ce pays. Dans ce contexte, la débâcle de la guerre du Vietnam a intensifié les problèmes budgétaires des États-Unis. Et pour finir, le choc pétrolier a éclaté en 1973. Tous ces processus économiques et politiques ont fait vaciller l'équilibre de l'Âge d'or aux États-Unis et ailleurs.

Ces évolutions économiques ont favorisé le contexte politique d'attaque des fondements institutionnels du compromis de classe qui est apparu dans les an-

**Figure 5 : Intérêts de la classe capitaliste et pouvoir populaire à « l'Âge d'or » du capitalisme après la Deuxième Guerre mondiale dans les pays capitalistes développés**



nées 1980 et a pris le nom de néolibéralisme <sup>12</sup>. À son tour, ce néolibéralisme a ouvert la porte à d'autres évolutions dynamiques, qui se sont accélérées dans les dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle. Deux d'entre elles sont particulièrement importantes dans le contexte actuel : la mondialisation et la financiarisation.

La mondialisation du capitalisme s'est intensifiée dans ses nombreuses dimensions. Ainsi, les conditions économiques de certaines régions n'ont plus été déterminées de manière aussi autonome par ce qui s'y passait, mais sont devenues plus dépendantes des événements du monde. Ce qui a été particulièrement important, c'est l'apparition d'une force ouvrière mondiale composée de centaines de millions de travailleurs très mal payés des pays en développement dans un système de production mondial relativement intégré du secteur manufacturier et de certains services. La mondialisation a également

contribué à la montée en flèche de l'immigration dans les pays développés et à l'hétérogénéité ethnique croissante de leurs forces sociales populaires.

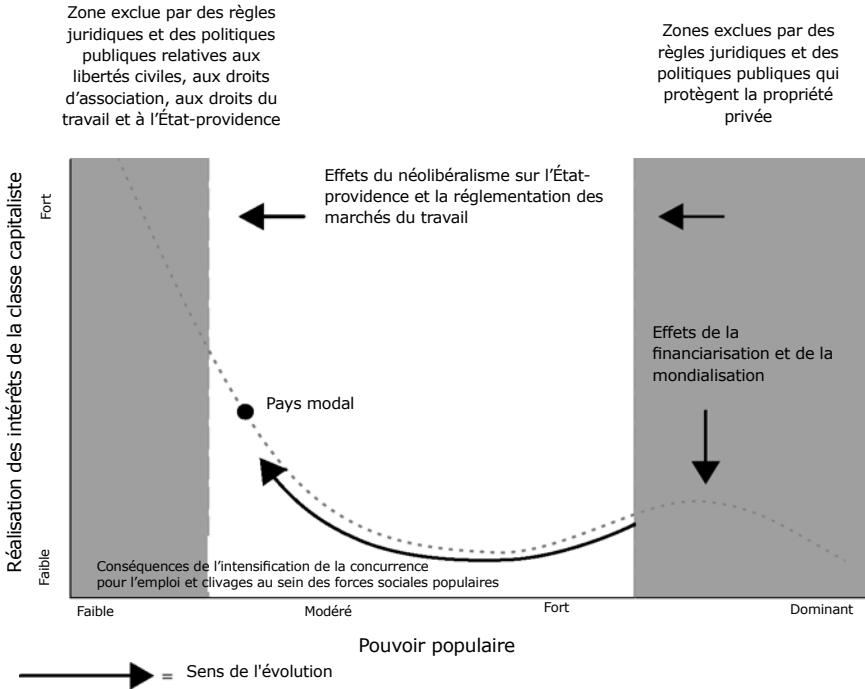
Du fait de l'incroyable financiarisation des économies capitalistes des pays riches, l'accumulation de capital s'est enracinée dans des processus spéculatifs beaucoup plus volatiles et moins connectés au développement de l'économie réelle qu'auparavant<sup>13</sup>. La mondialisation des marchés financiers a encore intensifié les effets potentiellement déstabilisants du transfert de l'accumulation de capital vers le secteur financier. Cette combinaison de mondialisation et de financiarisation a fait qu'à partir du début des années 1980, les intérêts des segments les plus riches et les plus puissants de la classe capitaliste dans de nombreux pays capitalistes développés, notamment aux États-Unis peut-être, ont été de plus en plus ancrés dans les transactions et la spéculation financières mondiales et moins connectés aux conditions et aux rythmes économiques de leur base nationale.

Ces développements structurels ont transformé la courbe du compromis de classe et les zones d'exclusion (voir Figure 6). Les principaux développements ont été les suivants :

- La financiarisation et la mondialisation du capitalisme ont tiré le pic de droite de la courbe de compromis de classe vers le bas. En gros, la valeur du compromis de classe positif pour de nombreux capitalistes décline au fur et à mesure que les retours sur investissement deviennent moins dépendants des conditions politiques et sociales d'un lieu donné.
- Le néolibéralisme modifie les zones d'exclusion aux deux extrémités de la courbe de compromis de classe. D'une part, l'affirmation et l'application agressives des droits de propriété privée freinent le renforcement du pouvoir populaire. D'autre part, l'érosion du droit du travail dans certains pays (notamment aux États-Unis) et le démantèlement partiel du filet de sécurité de l'État-providence réduisent la zone d'exclusion sur la pente descendante de la courbe, ce qui rend une plus grande partie de cette zone stratégiquement accessible.
- Dans le cadre des développements susmentionnés, le niveau de pouvoir populaire dans le pays modal décline à cause d'un certain nombre de facteurs : la concurrence croissante pour l'emploi au sein de la classe ouvrière au fur et à mesure que le chômage augmente et que la sécurité de l'emploi diminue, l'hétérogénéité croissante des forces sociales populaires due à l'immigration qui a pour effets de dégrader la solidarité de masse et d'ouvrir la porte au populisme de droite, les politiques d'austérité qui accentuent la vulnérabilité et la prudence des travailleurs et les stratégies antisyndicales agressives des employeurs qui, eux, profitent de cette vulnérabilité.

Tout cela a poussé l'équilibre des forces de classe sur la mauvaise pente descendante de la courbe de compromis de classe.

**Figure 6 : Intérêts de la classe capitaliste et pouvoir populaire en période de stagnation et de crise**



### Comment restaurer les conditions d'un compromis de classe ?

Je pars du principe qu'une sortie du capitalisme n'est pas envisageable dans le contexte historique actuel, non pas parce que certains ont des scrupules à croire qu'une rupture avec le capitalisme en tant que système économique est souhaitable, mais parce que l'idée circule qu'aucune stratégie de rupture viable n'est possible. Cette idée est ancrée dans le dilemme central relatif à la transformation révolutionnaire des démocraties capitalistes : comme l'a affirmé Przeworski dans les années 1980, si l'on tente de rompre avec le capitalisme dans des conditions démocratiques ouvertes, alors, même dans les scénarios les plus optimistes, il est très peu probable qu'un projet politique socialiste de rupture survive à plusieurs élections<sup>14</sup>. À cause des bouleversements entre l'élection de forces politiques

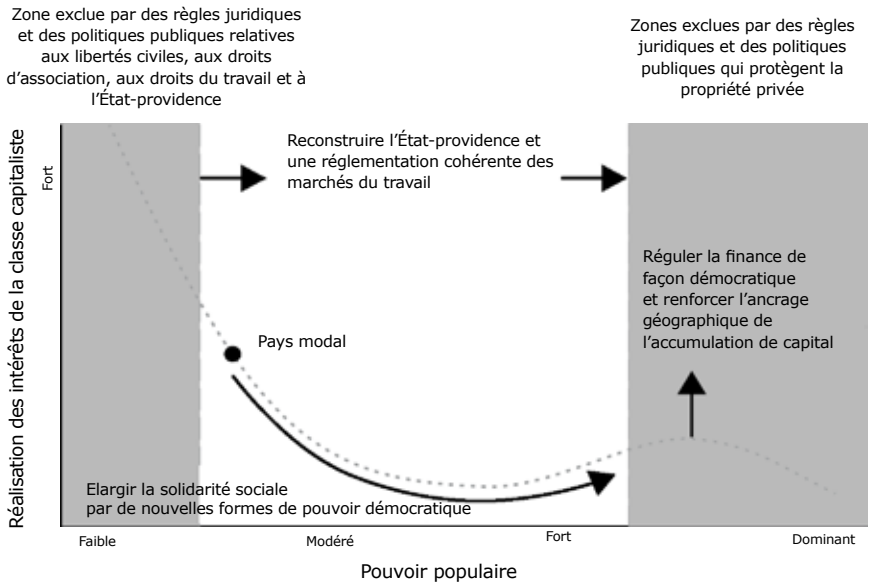
tentant une rupture avec le capitalisme et la stabilisation d'une économie socialiste, toute transition possible sera marquée par un « creux transitionnel », où les conditions de vie matérielles de la plupart des gens seront fortement dégradées et l'avenir vraiment incertain. Dans des conditions démocratiques ouvertes et compétitives, il est probable que la solidarité de la coalition hétérogène ayant initialement soutenu la rupture perdure pendant les différents cycles électoraux nécessaires pour accomplir une transition. Par conséquent, une rupture avec le capitalisme n'est possible que dans des conditions non démocratiques. En revanche, si une rupture avec le capitalisme s'opère dans des conditions non démocratiques, il est très peu probable qu'elle débouche sur la construction d'un socialisme démocratique et égalitaire, comme en témoignent les tragiques tentatives de rupture révolutionnaire et non démocratique avec le capitalisme qui ont eu lieu au xx<sup>e</sup> siècle. Les seuls scénarios plausibles sont donc une rupture non démocratique avec le capitalisme, débouchant sur un étatisme autoritaire au lieu d'un socialisme démocratique, ou une tentative de rupture démocratique avec le capitalisme, qui s'inversera pendant la période de transition prolongée. Par conséquent, dans un avenir prévisible, même si nous gardons nos aspirations révolutionnaires pour un après-capitalisme, nous vivrons dans un système économique dominé par le capitalisme. La question est de savoir à quelles conditions et sous quelle forme. Tant que la classe ouvrière et les autres forces sociales populaires vivront dans un monde capitaliste, le compromis de classe positif offrira les meilleures perspectives pour assurer un bien-être matériel à la plupart des gens. Cela ne signifie pas qu'aucun gain n'est possible sans compromis positif : on peut parfois obtenir des concessions par des batailles débouchant sur des compromis négatifs. Les partis socialistes et sociaux-démocrates peuvent remporter des élections et lancer des réformes progressistes, même en l'absence d'un compromis de classe positif. Mais ces gains sont toujours plus précaires que ceux que l'on obtient dans le cadre d'un compromis de classe positif, à la fois parce qu'ils rencontrent une plus grande résistance et parce qu'ils sont plus sujets à des contre-offensives.

Il existe deux grandes réponses à l'érosion des conditions de compromis de classe positif : d'abord les stratégies qui pourraient inverser les tendances de la Figure 6 et restaurer les conditions favorables de la Figure 5, puis les moyens de rendre le bien-être des gens ordinaires vivant dans une économie capitaliste moins dépendant des perspectives de compromis de classe positif avec la classe capitaliste. Mes réflexions sur ces questions sont très incomplètes et hésitantes car je ne dispose pas d'une analyse approfondie des stratégies de transformation sociale pour la période actuelle. J'avance ces idées dans l'espoir de contribuer à la discussion sur les dilemmes et les possibilités que nous avons.

## 1. Stratégies visant à recréer les conditions d'un compromis de classe positif

La Figure 7 présente brièvement les types de transformation nécessaires pour rétablir les conditions d'un compromis de classe positif. Je voudrais tout particulièrement me pencher sur le problème de la forme de la courbe elle-même : existe-t-il des stratégies et des politiques publiques plausibles qui pourraient influencer sur la forme de la relation fonctionnelle sous-jacente entre le pouvoir politique et les intérêts des élites de façon à améliorer les perspectives d'un compromis de classe positif stable ? Ou, la détérioration actuelle des conditions macro-économiques d'un compromis de classe est-elle le résultat inexorable des dynamiques du capitalisme opérant dans le dos des acteurs et exclut-elle toute intervention stratégique ?<sup>15</sup> Il est possible que les quelques décennies d'après-guerre aient été une heureuse anomalie historique, où les conditions se sont avérées favorables au compromis de classe positif qui a assuré la sécurité économique et la modeste prospérité de la plupart des gens dans les pays capitalistes développés. Nous sommes peut-être maintenant dans un capitalisme plus normal, où l'on peut espérer au mieux des périodes occasionnelles de compromis de classe négatif et où la plupart des gens adoptent, autant qu'ils le peuvent, des stratégies individuelles pour gérer les risques et les privations de la vie sous le capitalisme.

**Figure 7 : Transformer les conditions de compromis de classe**



J'aimerais maintenant étudier le scénario le moins pessimiste, dans lequel il serait possible d'instaurer de nouvelles conditions structurelles afin d'obtenir un compromis de classe positif plus solide. Je ne vais pas m'attarder sur la question politique plus étroite liée aux perspectives de mobilisation des forces politiques avec les engagements idéologiques progressistes nécessaires à la mise en œuvre des politiques créant ces conditions. La question est de savoir si des politiques viables peuvent être instaurées et lesquelles devraient être mises en œuvre si des forces politiques progressistes étaient en mesure de le faire<sup>16</sup>. Si mon diagnostic de la Figure 6 est juste (selon lequel le pic de droite de la courbe de compromis de classe a décliné en raison des forces libérées par la mondialisation et la financiarisation), il faut alors des stratégies qui encouragent les formes d'accumulation de capital ancrées au niveau géographique et qui imposent des contraintes démocratiques réelles aux institutions financières.

### *Ancrage géographique*

En ce qui concerne le problème d'ancrage géographique, Joel Rogers nous offre un axe de réflexion prometteur sur ces sujets avec ses propositions de « démocratie productive » (qu'il avait précédemment appelée le « capitalisme vertueux »)<sup>17</sup>. Rogers affirme qu'il est important de centrer son attention sur les économies régionales ancrées dans les zones métropolitaines plutôt que sur l'économie nationale, et notamment sur le rôle des autorités locales dans la construction de biens publics locaux susceptibles de soutenir des activités économiques très productives. Ici, l'accent est mis sur la fourniture d'une forte densité d'infrastructures améliorant la productivité et incitant les entreprises capitalistes à mieux s'intégrer au niveau local : transport public, éducation, parcs de recherche, efficacité énergétique, etc. De solides biens publics locaux peuvent être particulièrement efficaces pour les PME – qui sont généralement moins mobiles d'un point de vue géographique et dont les gérants sont plus susceptibles d'avoir des racines non économiques dans la région.

L'un des éléments clés de ces biens publics locaux est la formation professionnelle, l'un des problèmes d'action collective classiques rencontrés par les entreprises capitalistes (car la tentation est grande de profiter de la formation en cours d'emploi offerte par d'autres entreprises). Voilà un point sur lequel les syndicats puissants peuvent jouer un rôle particulièrement constructif dans la conception des programmes de formation et la coordination des normes essentielles pour la transférabilité des compétences. Les stratégies de développement régionales qui se concentrent sur ces biens publics et impliquent les acteurs collectifs locaux (notamment les syndicats) dans la résolution des problèmes liés à ces biens publics pourraient créer des conditions locales de compromis de classe positif avec le capital ancré localement.

Les évolutions technologiques peuvent améliorer la faisabilité de cet ancrage de la production capitaliste dans les PME très productives enracinées localement. L'un des aspects primordiaux de l'ère du capitalisme industriel est d'augmenter significativement les rendements d'échelle en matière de production et de distribution, puisque cela donne un avantage concurrentiel aux grandes entreprises. À l'ère du numérique, la profonde transformation de l'environnement technologique de l'activité économique a beaucoup fait baisser ces rendements d'échelle dans de nombreux secteurs. Prenons l'exemple de l'édition. Alors que les grands éditeurs restent importants, les coûts de publication unitaires sont beaucoup moins sensibles à l'échelle qu'ils ne l'étaient il y a dix ans, notamment depuis l'avènement des livres électroniques. En outre, les nouvelles technologies de fabrication qui se profilent à l'horizon laissent entrevoir des rendements d'échelle beaucoup plus linéaires – ce qui, en principe, devrait rendre les PME beaucoup plus productives et compétitives. Tout ceci peut accroître les perspectives d'une démocratie productive garantie par les biens publics locaux et régionaux.

Bien sûr, les biens publics requièrent des taxes et certains estiment que la mondialisation nuit fortement à la capacité de taxation de l'État. L'argument est le suivant : si les taxes augmentent, le capital fuit. Cet argument semble encore plus convaincant pour les biens publics locaux : si les impôts locaux augmentent pour financer des biens publics locaux, les entreprises capitalistes quitteront simplement la juridiction de ces impôts. Ces arguments partent du principe que la taxation augmente toujours, directement ou indirectement, les coûts assumés par les entreprises capitalistes. Cela peut être le cas, bien sûr, notamment lorsque les taxes sont directement prélevées sur les profits. Mais, en principe, la taxation peut simplement servir à diviser la consommation des salariés entre leur consommation privée et leur consommation collective au travers des biens publics et avoir peu de répercussions sur les profits des entreprises capitalistes. La volonté des salariés d'accepter une taxation élevée ou faible dépend, évidemment, du niveau de solidarité entre eux et de leur confiance dans l'utilisation de ces taxes en faveur des biens publics. La contrainte fiscale liée à la création des biens publics locaux nécessaires pour un capitalisme productif ancré au niveau local est donc beaucoup plus politique et idéologique que strictement économique.

### *Imposer des contraintes à la finance*

Eu égard au problème de financiarisation, deux actions semblent particulièrement importantes. La première est de faire en sorte que la finance ne soit plus centrée sur l'activité spéculative mais sur l'investissement dans l'économie réelle. Même s'il n'existe souvent aucune ligne de démarcation non ambiguë entre ces deux aspects de l'affectation du capital, l'une des choses



qui éloigne les intérêts des investisseurs des conditions de vie des gens ordinaires et rend le compromis de classe positif moins probable est la fuite des investissements dans l'économie réelle. Pour remédier à cela, l'État doit pouvoir imposer des contraintes réelles sur l'activité d'investissement, ce qui nécessite, au moins en partie, de freiner le flux mondial de capitaux. Tant que le capital pourra quitter facilement la juridiction de l'autorité politique, ce règlement restera précaire. La deuxième tâche cruciale est donc de redonner à l'État le pouvoir de réglementer efficacement la finance et de la rendre démocratiquement responsable. Plusieurs propositions sont avancées pour suivre cette direction : décomposer les plus grandes institutions financières, à la fois pour saper leur pouvoir de manipulation de l'autorité réglementaire et pour leur faire passer l'envie de prendre des risques excessifs parce qu'elles se sentent infaillibles compte tenu de leur taille, reconnaître explicitement l'intérêt de la finance pour les biens publics afin de créer un secteur d'institutions financières publiques et coopératives plus dynamique (coopératives de crédit, banques coopératives et banques communautaires) et instaurer de nouvelles formes de taxes sur les transactions, à l'instar de la taxe Tobin, pour freiner le flux mondial de finance spéculative.

L'exemple des politiques publiques qui aident à construire une démocratie productive ancrée localement et imposent plus de contraintes démocratiques à la finance pourraient faire ressembler la courbe de compromis de classe de la Figure 6 à celle de l'Âge d'or (Figure 5). Ces politiques, notamment celles qui empiètent sur le pouvoir de la finance, rencontreraient certainement une forte opposition de la part des différentes élites. Le problème est, bien sûr, de mobiliser des forces politiques suffisamment fortes et résilientes pour vaincre cette opposition. Bon nombre des mêmes évolutions structurelles politico-économiques qui ont généré une courbe de compromis de classe défavorable ont également contribué à saper le pouvoir des forces démocratiques populaires nécessaires pour imposer ce type de politiques publiques.

## 2. Stratégies qui renforcent les domaines économiques non capitalistes

Parce qu'il est politiquement difficile d'instituer des politiques qui changeraient les conditions de la courbe de compromis de classe illustrée à la Figure 7, cela vaut la peine d'envisager des stratégies qui répondent aux conditions défavorables à un compromis de classe en se focalisant sur les moyens de construire des alternatives dans la société civile et l'économie elle-même, plutôt qu'en affrontant directement l'État. Mon analyse des alternatives socialistes dans *Envisioning Real Utopias* est centrée sur l'idée que toutes les économies sont des hybrides de différentes sortes de relations économiques. J'avance notamment que les économies capitalistes modernes devraient être

considérées comme des hybrides de structures économiques capitalistes, étatistes et socialistes. La description raccourcie de cette économie hybride comme du « capitalisme » implique que la composante capitaliste est « dominante ». L'idée de compromis de classe positif est axée sur les relations de pouvoir et les intérêts de classe générés par les dynamiques capitalistes du système. L'une des solutions au problème du rétablissement de conditions favorables à l'obtention de quelques avantages du compromis de classe positif consiste à renforcer les aspects non capitalistes de l'hybride structurel économique. Voici quelques exemples.

### *Coopératives de travailleurs*

Les sociétés coopératives détenues par les travailleurs sont, par nature, ancrées au niveau géographique. Les patrons-employés de ces sociétés sont concernés par le lieu où ils vivent et ont donc tout intérêt à créer des conditions économiques localement favorables et à soutenir les biens publics qui les rendent possibles. Même si dans la plupart des économies capitalistes existantes, les coopératives de travailleurs tendent à n'occuper que de petites niches (aux États-Unis, on en comptait moins de 400 en 2012), certaines grandes coopératives détenues par les travailleurs réussissent, à l'instar de la Corporation Mondragon composée de quelque 270 coopératives.

Ce qu'il faut retenir, c'est que, dans le contexte de l'actuelle crise économique espagnole, Mondragon s'en sort beaucoup mieux le reste de l'économie espagnole : une seule des 270 coopératives du groupe a dû être dissoute. La résistance des coopératives Mondragon face à la crise s'explique de différentes manières. Entre autres choses, la structure Mondragon comprend un système de subventionnement croisé des coopératives les moins rentables par les plus rentables, ce qui sert de « tampon » en période difficile. Grâce aux intérêts communs des travailleurs des coopératives et au niveau d'inégalité interne relativement faible, la solidarité et l'engagement des travailleurs sont assez importants. L'expression « On est tous dans le même bateau » est une réalité, ce qui fait que les travailleurs sont moins réticents à accepter des sacrifices partagés pour surmonter la crise. En outre, les coopératives comptent également des employés non membres et leur licenciement a également contribué à cette réussite.

L'existence de Mondragon en tant que grand groupe de coopératives productif qui réussit montre que les coopératives de travailleurs ne sont pas condamnées à se limiter à de petites entreprises artisanales, marginales dans l'économie. En tout état de cause, compte tenu de la perte d'intensité capitaliste dans de nombreux domaines d'activité économique (notamment en raison du développement des technologies numériques) et des possibilités accrues de formes de production modularisées, les contraintes d'échelle

subies par les coopératives de travailleurs de plusieurs secteurs diminuent. L'un des moyens de promouvoir une structure d'accumulation de capital plus ancrée au niveau géographique serait d'encourager le développement de ces coopératives.

Les coopératives de travailleurs sont principalement fondées de deux manières différentes : soit par un groupe de personnes qui se réunit pour monter une entreprise de type coopérative, soit par les employés d'une entreprise capitaliste établie qui rachètent les parts des propriétaires de l'entreprise. Cette dernière stratégie est particulièrement pertinente lorsque les dirigeants âgés d'une entreprise familiale font face à une « crise de succession » où aucun membre de la jeune génération de la famille ne souhaite reprendre l'entreprise. Dans ce cas, les salariés ont la possibilité de racheter l'entreprise. Toutefois, le problème est qu'ils n'ont généralement pas assez d'économies pour le faire et qu'ils doivent contracter des dettes, ce qui impose une charge importante sur la viabilité de l'entreprise. Ce problème s'intensifie dans le contexte plus large d'une stagnation macro-économique.

La coopérativisation de PME familiales nécessite donc que les travailleurs puissent prendre possession de l'entreprise de manière collective, sans contracter de dettes excessives qui seraient nocives pour la viabilité de l'entreprise. Le mouvement syndical peut être une source de soutien possible. Traditionnellement, les syndicats sont relativement hostiles aux coopératives de travailleurs, qu'ils considèrent comme concurrents pour l'organisation des travailleurs. Ces dernières années ont montré des signes de changement de point de vue. Aux États-Unis, le Steelworkers Union (syndicat des sidérurgistes) a discuté avec Mondragon d'une possibilité de collaboration dans la création de coopératives de travailleurs dans l'industrie sidérurgique. À Cleveland, le projet de création d'un groupement de coopératives facilité par la municipalité et d'autres grandes institutions publiques a également reçu le soutien des syndicats locaux. Enfin, au Brésil, les syndicats soutiennent eux-aussi massivement les coopératives. Plutôt que des concurrents, les coopératives peuvent être une base complémentaire à l'organisation collective du pouvoir des travailleurs. Là où le mouvement syndical reste relativement fort, les syndicats pourraient aider à mobiliser le capital nécessaire au rachat de PME par les travailleurs<sup>18</sup>.

Si les problèmes de défaillance du marché du crédit et de sous-capitalisation des coopératives étaient résolus, le nombre de coopératives pourrait augmenter et ces dernières pourraient développer de vastes réseaux de coopératives, de méta-coopératives (coopératives de coopératives) et d'autres accords institutionnels sur ce que l'on peut appeler une « économie de marché coopérative ». À l'échelle régionale, c'est ce qu'a accompli la Corporation Mondragon. Au sein du groupe Mondragon, plusieurs dispositifs institutionnels augmentent la viabilité de chacune des entreprises coopératives individuelles : des orga-

nismes de recherche et développement spécialisés, des processus de subventionnement croisé des profits des coopératives les plus rentables vers les moins rentables, des instituts de formation orientés sur la gestion des coopératives et les autres besoins des entreprises du réseau, etc. Un vaste réseau de coopératives connecté à ce type d'environnement d'instituts spécialisés crée une économie de marché coopérative enclavée au sein du marché capitaliste.

### *L'actionnariat salarié majoritaire*

L'actionnariat salarié majoritaire est une forme hybride combinant, à des degrés divers, des éléments capitalistes et démocratiques participatifs. Aux États-Unis, on compte quelque 4 000 entreprises dont l'actionnariat n'est composé que de salariés<sup>19</sup>. Dans la plupart des entreprises dotées de ce système, notamment des grandes entreprises, les employés ne détiennent qu'une minorité d'actions, l'essentiel se concentrant au niveau de la direction. L'actionnariat salarié concernant intégralement les employés se retrouve surtout dans les petites entreprises. Les droits de gouvernance démocratique réels varient selon les cas, même si ce sont toujours les salariés qui élisent le conseil d'administration de l'entreprise (sur la base d'une action pour une voix). Néanmoins, les dispositifs d'actionnariat salarié comptant un fort taux d'actionnaires-salariés sont plus ancrés au niveau géographique que les entreprises capitalistes conventionnelles. Ces dispositifs peuvent servir de transition entre une entreprise capitaliste conventionnelle et une coopérative de travailleurs pleinement démocratique (même si, bien sûr, les coopératives de travailleurs sont parfois converties en dispositifs d'actionnariat salarié). Néanmoins, ils peuvent aussi être une forme hybride stable, associée au développement d'un secteur d'économie de marché coopérative substantiel beaucoup plus ouvert à la réhabilitation de l'État activiste démocratique.

### *L'économie sociale*

L'économie sociale consiste en des activités économiques organisées par des communautés et différents types d'organisations à but non lucratif afin de satisfaire directement les besoins plutôt que d'être axées sur les échanges et les profits. La plupart du temps, ces organisations socio-économiques fournissent des services, même si dans certains cas, elles produisent aussi des biens. L'économie sociale a un statut ambigu eu égard à la prestation de biens publics et à la réduction de la vulnérabilité, puisqu'elle sert principalement à combler les lacunes dues au retrait de l'État-providence. C'est l'une des raisons pour lesquelles les conservateurs louent parfois l'économie sociale (par exemple, en soutien aux « initiatives confessionnelles » aux États-Unis). Mais l'économie sociale peut aussi être au cœur de la création d'une structure de relations économiques alternative,

ancrée dans la mobilisation populaire et la solidarité communautaire, en particulier lorsqu'elle reçoit un soutien financier de l'État. L'économie sociale québécoise est un exemple d'économie sociale dynamique, qui inclut les garderies, les services de soins aux personnes âgées, les centres de formation professionnelle, les logements sociaux, etc. présents au sein des communautés. Au Québec, il existe aussi un conseil élu démocratiquement, le « chantier de l'économie sociale », dont les représentants sont issus des différents secteurs de l'économie sociale et qui lance des projets d'amélioration de l'économie sociale, médiatise sa relation avec le gouvernement provincial et étend son rôle à l'économie régionale toute entière. Le « chantier » renforce les principes de démocratie égalitaire en encourageant l'activité économique organisée autour des besoins et en développant de nouvelles formes de représentation démocratique et de coordination de l'économie sociale.

### *Finance solidaire*

L'autre façon de renforcer les éléments non capitalistes d'une économie capitaliste est d'étendre les moyens par lesquels les organisations populaires sont impliquées dans l'affectation du capital. Les syndicats et autres organisations de la société civile gèrent souvent les caisses de retraite de leurs membres. En effet, il s'agit d'un capital contrôlé collectivement, qui peut être alloué selon plusieurs principes. Citons l'exemple intéressant du « Fonds de solidarité » québécois qui a été initialement développé par le mouvement syndical dans les années 1980. Le but de ce fonds est d'utiliser délibérément les investissements pour protéger les emplois et en créer, plutôt que de maximiser le rendement des retraites. Pour ce faire, le Fonds de solidarité investit directement dans des PME, soit par des investissements en participations privées, soit par des prêts. Ces investissements concernent généralement des entreprises bien enracinées dans la région et qui répondent à plusieurs critères d'un audit social. Le Fonds de solidarité est aussi impliqué dans la gouvernance des entreprises dans lesquelles il investit, notamment en étant représenté au conseil d'administration. En général, ces investissements visent des entreprises où les syndicats sont très présents, puisque cela aide à résoudre les problèmes d'information sur la viabilité économique de l'entreprise et facilite le suivi du respect des conditions annexes de l'investissement. La finance solidaire va donc bien au-delà des « investissements sociaux » puisqu'elle est plus activement et plus directement engagée dans le projet d'affectation de capital en fonction des priorités sociales.

La finance solidaire peut être considérée comme un modèle partiel d'amélioration de l'ancrage géographique des économies de marché régionales, en reliant plus étroitement l'investissement aux gens qui y vivent. Pour que cela

se fasse à une échelle plus significative, plusieurs types de soutien de l'État peuvent être importants. Le Fonds de solidarité du Québec offre des incitations fiscales généreuses à ceux qui investissent par le biais du fonds, mais une forme de finance solidaire plus dynamique pourrait permettre au fonds de recevoir plusieurs types de subventions directes des différents niveaux de l'État. Ce qui peut justifier ces subventions directes, c'est le fait que l'ancrage géographique (par opposition à la mobilité du capital flottant) est un bien public puisqu'il facilite la régulation des externalités négatives et permet de mieux faire le lien entre les intérêts des patrons, des travailleurs et des citoyens.

Bien évidemment, les fonds de solidarité n'ont pas besoin de se limiter au contrôle des syndicats. D'autres associations de la société civile, voire des municipalités, pourraient également gérer des fonds de solidarité. L'idée maîtresse est de développer des dispositifs institutionnels décentralisés, qui affectent les fonds d'investissement aux activités économiques ancrées géographiquement et dont la viabilité à long terme dépend surtout de la robustesse de l'économie régionale. Par conséquent, les fonds de solidarité sont en quelque sorte un complément aux stratégies de développement économique régional de l'État prônées par Rogers.

## Conclusion

Traditionnellement, la social-démocratie n'a pas donné beaucoup de poids au renforcement des formes d'organisation économiques non capitalistes. Son idéologie centrale était de soutenir le bon fonctionnement du capitalisme, puis d'utiliser l'excédent généré par ce dernier pour financer l'assurance sociale et les biens publics. On a laissé les capitalistes relativement libres d'investir à leur souhait, selon les critères de maximisation des profits privés. L'État a fourni des incitations de toutes sortes afin de forger les priorités d'investissement et a certainement essayé de créer les biens publics et l'environnement réglementaire favorables à l'accumulation de capital, mais il n'a globalement pas réussi à soutenir les secteurs et pratiques non capitalistes. Partout dans le monde capitaliste développé, la gauche conventionnelle a largement soutenu ces priorités.

L'incertitude règne quant à la possibilité de rétablir un équilibre politico-économique où le compromis de classe positif du capitalisme pourrait à nouveau régir les conditions d'affectation de l'excédent social entre les retours privés par le biais de l'investissement capitaliste et les retours collectifs utilisés pour promouvoir le bien-être par le biais de l'État activiste. Mais même si c'était possible, compte tenu des incertitudes à long terme concernant la trajectoire des conditions structurelles dans le capitalisme, la gauche devrait sérieusement commencer à se poser la question de savoir s'il est souhaitable et possible de laisser plus de place aux alternatives non capitalistes au sein des économies capitalistes. ■

## Notes

- 1) Le présent article repose sur une présentation intitulée « *Class Struggle and Class Compromise in the Era of Stagnation and Crisis* », faite à l'Institut Nicos Poulantzas d'Athènes (Grèce) en décembre 2011.
- 2) J'utiliserai le terme de « social-démocratie » pour désigner le large éventail de partis politiques progressistes présents dans les démocraties capitalistes. Cela comprend le New Deal Liberalism aux États-Unis, le Parti travailliste au Royaume-Uni, ainsi que les différents partis socialistes et sociaux-démocrates du continent européen.
- 3) J'utilise le terme un peu vague de « forces sociales populaires » plutôt que de « classe ouvrière » pour insister sur la large base populaire de ce compromis.
- 4) Cette discussion s'appuie beaucoup sur mon précédent article, « *Working-Class Power, Capitalist-Class Interests and Class Compromise* », *American Journal of Sociology*, Volume 105, Numéro 4 (janvier 2000) : 957-1002, ainsi que sur le chapitre 11 de *Envisioning Real Utopias* (London and New York: Verso, 2010).
- 5) Dans la théorie du « ruissellement » la fortune des plus riches en ruisselant favorise la consommation, l'investissement, l'emploi... et bénéficie ainsi à tous. (NDT)
- 6) Dans ma précédente étude sur le compromis de classe, je formulais le problème en termes de relation entre les intérêts de classe et le « pouvoir associatif de la classe ouvrière ». Dans le contexte actuel, je pense qu'il est plus utile de parler de « pouvoir populaire » de manière plus générale. Le pouvoir associatif de la classe ouvrière (pouvoir incarné par les syndicats et les partis politiques ouvriers) désigne les grandes formes de pouvoir populaire, mais ne s'arrête pas à cette idée. L'expression « pouvoir populaire » inclut tous les moyens par lesquels les forces sociales populaires peuvent servir leurs intérêts au travers de différents types d'organisations et d'actions collectives.
- 7) Dans une analyse sociale, il faut toujours déterminer si les concepts doivent être simples ou complexes à certaines fins. Dans une grande partie de mon étude sur l'analyse des classes, j'ai utilisé des catégories assez complexes, affirmant que la diversité des « positions contradictoires au sein des relations de classe » est importante pour aborder plusieurs questions. Ici, un concept de classe plus simple et polarisé servira mieux nos objectifs.
- 8) Cité dans Andrew Glynn, « Social Democracy and Full Employment » (*New Left Review*, 1995. 211:33–55.) p. 37.
- 9) Il est important de noter que les pressions salariales qui existent sur les marchés du travail tendus sont une conséquence des pratiques des employeurs qui surenchérisent sur les salaires pour essayer de détourner les travailleurs d'autres employeurs. La modération salariale est une question de discipline du capital et pas seulement de la main-d'œuvre.
- 10) Il se peut, bien sûr, que ces effets positifs du pouvoir populaire ne se fassent pas sentir : les syndicats puissants peuvent, dans certains cas, participer eux-mêmes à une extraction de rente centrée sur l'État.
- 11) Il est difficile de savoir si le type de compromis de classe qui s'est forgé dans les premières décennies après la Deuxième Guerre mondiale était optimal pour un développement capitaliste, du point de vue des intérêts capitalistes, ou juste assez bon compte tenu des contraintes. L'une des opinions soutenues par Peter Swenson dans *Capitalists Against Markets: The Making of Labor Markets and Welfare States in the United States and Sweden* (Oxford: Oxford University Press, 2002) est que ces arrangements d'après-guerre étaient en réalité optimaux pour le capital et n'avaient rien de « compromis ». Ils avaient l'air de compromis dans lesquels les capitalistes faisaient des concessions, mais il s'agissait juste d'un stratagème (selon Swenson) pour renforcer leur légitimité.
- 12) J'utilise le terme général de « néolibéralisme » pour désigner l'attaque sur la forme de l'État capitaliste qui a fourni de vastes biens publics, une solide assurance sociale aux citoyens ordi-

- naires et une réglementation systématique contre les externalités négatives au lieu de politiques spécifiques visant à libérer les marchés par une déréglementation et d'autres politiques.
- 13) L'idée de financiarisation est peut-être moins familière à de nombreuses personnes que la mondialisation. La financiarisation désigne le changement de nature des activités lucratives au sein des économies capitalistes, qui sont passées d'une production de biens et de services dans l'économie « réelle » à l'achat et la vente d'actifs financiers de toutes sortes. De nombreux facteurs ont contribué à ce changement, mais la déréglementation partielle des marchés financiers a certainement joué un rôle majeur. Pour une discussion plus poussée sur la financiarisation, voir Greta Krippner, *Capitalizing on Crisis: the political origins of the rise of finance* (Cambridge: Harvard University Press, 2011).
  - 14) Adam Przeworski, *Capitalism and Social Democracy* (Cambridge University Press, 1985). Je traite de la pertinence de ces arguments pour le problème précis des perspectives de socialisme démocratique au XXI<sup>e</sup> siècle dans mon livre, *Envisioning Real Utopias*, chapitre 9, « Ruptural Transformation ».
  - 15) Ces questions ont une ressemblance frappante avec une préoccupation classique des discussions sur les révolutions : les mouvements révolutionnaires profitent-ils simplement d'une opportunité d'action lorsqu'elle se présente (lorsque les conditions le permettent) ou peuvent-ils contribuer activement à la création de ces conditions ? La préparation d'une organisation révolutionnaire pourrait, bien sûr, être importante pour pouvoir saisir une opportunité, mais cela n'a rien à voir avec le fait d'imaginer que les mouvements révolutionnaires puissent eux-mêmes contribuer à créer les conditions économiques, sociales et structurelles primordiales pour remettre efficacement en cause la classe dominante. De toute évidence, Marx était convaincu que les lois mécaniques du capitalisme déterminaient la dynamique fondamentale par laquelle les situations révolutionnaires se produisent et que le rôle crucial des actions collectives était de profiter de ces opportunités : « Le juge, c'est l'histoire ; l'exécuteur du verdict, c'est le prolétariat. » (cité par A. Cohen in *Karl Marx's Theory of History*). Ici, notre préoccupation ne porte pas sur les stratégies qui créent des conditions révolutionnaires, mais sur celles qui entretiennent des conditions favorables à un compromis de classe.
  - 16) Dans bon nombre de débats actuels, on insiste beaucoup sur les courants idéologiques spécifiques à l'élite et la façon dont ils ont été diffusés par le biais de processus institutionnels précis. Aux États-Unis, par exemple, la question de la montée du fondamentalisme du marché et de l'hostilité croissante envers l'État activiste a généralement mis l'accent sur les processus politiques caractéristiques des États-Unis, comme l'importance de l'argent des entreprises consacré aux élections, l'efficacité idéologique des groupes de réflexion de droite, la manipulation du racisme par le Parti républicain, etc. De toute évidence, ces processus ont une importance considérable aux États-Unis, mais ils n'aident pas à comprendre l'érosion générale du soutien énergique envers l'État activiste dans de nombreuses démocraties capitalistes développées. Il se peut que d'autres pays aient simplement été influencés par les courants idéologiques générés aux États-Unis, mais il est plus probable qu'un processus politico-économique sous-jacent soit à l'origine de ces tendances dans le monde capitaliste développé.
  - 17) Joel Rogers, « Productive Democracy », dans Jean de Munck, Claude Didry, Isabelle Ferreras et Annette Jobert (eds.), *Renewing Democratic Deliberation in Europe: the challenge of social and Civil Dialogue* (Berlin: Peter Lang, 2012), p. 71-92.
  - 18) En raison des fortes externalités positives d'une expansion des coopératives sur l'emploi et la stabilité économique, il est possible que l'État (au niveau local, voire national) juge bénéfique de créer des établissements de crédit spécialisés à cette fin.
  - 19) *Note technique sur l'actionnariat salarié* : les dispositifs d'actionnariat salarié sont formés de différentes façons, certains étant plus favorables que d'autres aux intérêts des employés. Dans les dispositifs d'actionnariat salarié les plus avantageux, les travailleurs n'utilisent pas leurs économies pour acheter des parts de l'entreprise. Celles-ci font partie d'un ensemble d'avantages et sont distribuées à tous les salariés, au lieu d'être fortement concentrées au niveau des professionnels et des dirigeants de l'entreprise.